

## Plaidoyer pour une gestion de l'économie nationale

François-Albert Angers

Volume 76, Number 1, mars 2000

75<sup>e</sup> anniversaire de *L'Actualité économique*

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/602313ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/602313ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Angers, F.-A. (2000). Plaidoyer pour une gestion de l'économie nationale. *L'Actualité économique*, 76(1), 37–49. <https://doi.org/10.7202/602313ar>

## PLAIDOYER POUR UNE GESTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

François-Albert ANGERS  
*Institut d'économie appliquée*  
*École des Hautes Études Commerciales*

La direction et le conseil d'administration de l'École ont décidé d'inscrire l'inauguration des Hautes Études Commerciales (HEC) sous le signe du renouveau et de l'action. En cela – volontairement ou instinctivement – ils sont pleinement fidèles à la tradition, car dans son histoire ce fut le propre de l'École des HEC d'être une institution pionnière.

L'École des HEC a eu le privilège immense de naître sous le signe de l'esprit novateur, l'esprit de réalisation à la fine pointe du renouveau et spontanément, tout près de 90 ans plus tard, c'est la signification que la direction et l'administration veulent donner à leur arrivée dans un nouvel immeuble.

Pour les générations d'aujourd'hui, il est difficile de se rendre compte jusqu'à quel point, en 1907, l'établissement de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal constituait une initiative quasi révolutionnaire dans le contexte où se trouvait alors le milieu québécois. Nous étions loin de nous situer au premier rang dans le développement économique au 20<sup>e</sup> siècle en Amérique.

C'est un énorme euphémisme que de le dire ainsi! Pour les plus jeunes, disons que nous en étions plutôt au point où nous devons nous considérer comme une nation de « scieurs de bois et de porteurs d'eau ». Et pourtant des hommes de vision parmi nos gens vont provoquer la création de la première École de gestion de niveau universitaire au Canada.

Qui étaient ces hommes? Des hommes d'affaires et des membres de professions libérales qui faisaient partie de la Chambre de Commerce du district de Montréal ou qui y étaient associés. Ces hommes croient, comme bien des personnes éclairées en Amérique à ce moment-là, qu'une formation universitaire pourra permettre à la jeunesse canadienne-française de rattraper le temps perdu en économie et ainsi de prendre place à la tête du grand mouvement économique qu'a engendré la révolution industrielle en Europe au début du 19<sup>e</sup> siècle. Cette révolution, qui est en train de prendre forme à nos portes aux États-Unis, en ce début du 20<sup>e</sup> siècle, engloutira cependant nos modestes entreprises familiales.

Est-ce une école de gestion que ces hommes jugent nécessaire? Pas dans le sens que nous donnons aujourd'hui à cette expression. À l'époque, cela n'aurait eu guère de sens nulle part si on pense à une science de la gestion qui est plutôt d'ordre technique : les diverses techniques de la gestion. À l'époque, on était plutôt d'avis que ce sont là choses qui s'apprennent par la pratique et non à l'école, sauf pour ce qui est marginalement d'ordre mathématique (mathématiques commerciales) ou d'ordre comptable (tenue de livres). La conduite des affaires est alors techniquement considérée comme une tradition qui se transmet par l'expérience, surtout familiale, aussi bien pour ce qui est de la grande que de la petite entreprise.

Qu'est-ce donc que réclament quelques hommes d'affaires visionnaires de la Chambre de commerce de Montréal? Ils veulent donner à des jeunes une formation économique de niveau universitaire. Ils ont naturellement des modèles quelque part. Ils ont les yeux tournés vers l'Europe où est apparu depuis peu ce genre d'écoles spécialisées, des institutions destinées à former des hommes d'affaires cultivés et parfaitement au fait du fonctionnement de l'économie. Et c'est ce qui a fait que l'École des HEC va devenir l'institution pionnière de l'enseignement des sciences économiques au Québec. Elle le restera pendant un quart de siècle, car l'École des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal qui sera fondée plus tard aura une autre orientation; elle ne proposera qu'un ensemble de cours du soir variés où la science économique comme telle tenait relativement peu de place. Et l'École de Québec, dirigée par le père Georges-Henri Lévesque, ne fut elle-même créée qu'en 1940.

Les trois premiers directeurs de l'École auront ensuite, pour bâtir l'École, à jouer le rôle de pionniers, chacun à sa manière. Sans Auguste J. de Bray, un Belge, la fonction universitaire de l'École ne se serait sans doute pas maintenue, sous la pression du milieu, qui se mit à réclamer un enseignement plus pratique. En effet, le nouvel établissement serait presque certainement devenu une école de commerce de second degré visant non pas à la formation de chefs d'entreprise cultivés, mais plutôt à la préparation d'employés qualifiés pour servir dans les entreprises familiales ou dans les grandes entreprises étrangères alors implantées au Québec.

Pendant près de 25 ans, le deuxième directeur, Henry Laureys, belge lui aussi, s'appliqua d'abord à consolider la position générale d'une école encore chambranlante. Mais il essaya surtout d'ouvrir les esprits aux dimensions internationales de l'économie d'un vrai pays moderne, alors que le Canada qui n'était encore qu'une colonie ne concevait sa politique commerciale qu'en fonction d'intérêts impériaux même s'il jouissait déjà d'une certaine autonomie. À travers toutes les péripéties de notre histoire, le repliement forcé du milieu québécois, la grande crise des années trente, les deux grandes guerres mondiales – qui ont constitué autant d'obstacles supplémentaires à notre épanouissement comme collectivité –, c'est depuis 1960 surtout que se sont mises à lever ces semences jetées avec intensité dans l'esprit des diplômés HEC de ces années-là. Elles fleurissent

aujourd'hui pour toute une génération de jeunes entrepreneurs caractérisés par un esprit inventif qui les situent à la fine pointe de la technologie moderne et dont les entreprises, modestes au début, ont maintenant besoin du marché mondial pour donner toute leur mesure.

Vint ensuite Esdras Minville, pour pratiquement un autre quart de siècle. Économiste autodidacte, libre devant les théories toutes faites mais parfaitement conscient de la situation économique de la collectivité canadienne-française, Minville se rendait compte clairement que les problèmes en question ne se régleraient pas par la libre concurrence et la répartition des ressources à travers le marché. Esdras Minville a alors élaboré une pensée qu'il voulait faite sur mesure, une pensée dont l'économiste français François Perroux a célébré la valeur d'universalité en y voyant la vision d'un précurseur. Ce qui, à mon point de vue, se révèle de plus en plus vrai. Ce troisième directeur a résolument situé l'École dans la perspective de la recherche économique en fonction du milieu.

Un demi-siècle, en somme, au cours duquel trois directeurs – pionniers chacun à leur façon – ont vraiment correspondu aux aspirations des fondateurs en éveillant le Québec au sens des réalités économiques et en préparant les diplômés des HEC à devenir des chefs d'entreprise.

Pendant ce temps, les sciences administratives proprement dites, qui n'existaient pratiquement pas au moment de la fondation de l'École, s'étaient considérablement développées, pour occuper une part croissante de l'enseignement de l'École. Il appartiendra à Roger Charbonneau, successeur de Minville, d'élever l'École au rang de grande École de gestion, d'enseigner et de promouvoir une gestion qui tienne compte aussi bien des aspects sociaux qu'économiques et administratifs. Mais ceci me paraît déjà dépassé par les événements qui se déroulent actuellement dans l'économie mondiale. Je vous le dis tout de go : pour continuer de jouer son rôle pionnier, l'École devra, à mon sens, mobiliser toute son expérience passée et, selon le grand mot d'ordre de Minville, se mettre de nouveau à la recherche des moyens à mettre en oeuvre pour aborder, non plus seulement la gestion des entreprises, mais la gestion même de l'économie dans son ensemble.

Aucune entreprise n'accepterait pour sa gestion les règles que prescrit la doctrine économique fondée sur la libre concurrence et la libre entreprise. Et pourtant ce sont ces règles qui prévalent dans l'administration proprement dite de l'économie nationale dont le fonctionnement est pourtant infiniment plus complexe que celui d'une seule entreprise, si gigantesque soit-elle. Ce paradoxe devrait nous frapper tous.

Remarquez bien que je serais un piètre économiste si je ne connaissais pas la réponse, très classique, à cette question. C'est justement parce que le système est si complexe qu'on estime que la « main invisible » reste plus efficace que la main trop lourde qui prétendrait être guidée par la raison humaine. On en a fait la théorie qui a présidé à l'extraordinaire développement de l'économie occidentale

aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Ceux qui ont contesté cette théorie en fonction de ses manifestations d'inefficacité, accessoires auraient dit ses partisans, ont construit des théories contraires, dont certaines basées sur leur foi en la supériorité de la raison humaine. Ces théories ont été mises en pratique et nous vivons actuellement l'époque où leur faillite paraît évidente, où les appels à la « main invisible » se font plus pressants que jamais.

Mon propos d'aujourd'hui ne se veut pas une reprise des discussions en fonction des enseignements du passé et d'un besoin de réinterprétation totale qui s'imposerait si nous devions continuer ainsi. Cela me paraîtrait très académique, donc en partie peine perdue en ce qui a trait à l'École des HEC qui vit dans le domaine de l'appliqué et pour qui les leçons du passé ne sont vraiment intéressantes qu'en fonction de l'avenir.

Mais justement, comment se dessine l'avenir? Ne serions-nous pas à l'orée d'une nouvelle révolution économique, plus profonde que la fameuse révolution industrielle dont nous sommes aujourd'hui tributaires, parce que cette révolution pourrait remettre en cause non seulement les techniques, mais la conception même de la vie fondée sur le travail humain?

Les théories qui sous-tendent notre réflexion et notre action sont inspirées, comme vous le savez, d'une philosophie de la nature qui s'est développée à la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Cette philosophie s'est traduite finalement dans une maxime formulée par je ne me souviens plus quel philosophe grec : « Il faut être respectueux, mais non esclave de la nature ». La théorie libérale de la main invisible, c'est le respect de la nature; la révolution industrielle du 19<sup>e</sup> siècle, ce fut le refus d'en être esclave. Et ainsi, face aux immenses progrès scientifiques et techniques qui s'annonçaient et se réalisaient, les penseurs les plus percutants de l'époque ont pu considérer que l'équilibre atteint était parfait.

Dans cet effort de compréhension des lois de la nature relatives à la vie des sociétés humaines, il est une réalité que Ricardo a mise en valeur à partir de l'observation des progrès de l'agriculture, une réalité qu'on oublie peut-être trop souvent dans l'enthousiasme de la marche au progrès : c'est la loi des rendements non proportionnels. Peut-être est-ce une prétendue loi du progrès continu, donc du rendement indéfiniment croissant, qui en a fait perdre le sens et auquel il faudrait revenir maintenant que la foi dans le progrès continu est passablement ébranlée.

Si on avait gardé présente à l'esprit cette loi de Ricardo, peut-être aurait-on tout de suite pris conscience du fait que le capitalisme libéral issu de la révolution industrielle ne constitue qu'une très courte phase de l'histoire économique de l'humanité : tout juste deux cents ans, si on en élimine les préliminaires qui n'ajouteraient pas beaucoup plus qu'un autre siècle, sur plusieurs millénaires d'histoire. Dans des économies combien plus simples que la nôtre, jamais auparavant on ne s'était avisé d'abandonner les relations économiques aux fortunes de la main invisible. Dans le régime patriarcal, tout était apparemment bien réglé par

le chef; dans le régime artisanal qui a précédé l'ère industrielle, des corporations – au sens original du terme – établissaient un ordre de fonctionnement. C'est ce régime que le capitalisme a démolé, avec l'aide des États, pour se libérer des entraves antérieures, s'établir et participer aux progrès de la nouvelle ère. Peut-être a-t-on cru trop vite que c'était là un acquis définitif qui ne subirait pas les effets de la loi des rendements non proportionnels. Peut-être, si l'on avait gardé en mémoire la loi des rendements non proportionnels, aurait-on pu éviter alors de faire un absolu de ce système nouveau et penser qu'il faudrait un jour revenir à l'établissement d'un ordre général de l'économie. Cela aurait pu générer plus de souplesse dans la pensée et permettre une évolution moins cahoteuse du capitalisme. Il aurait dû apparaître non seulement convenable, mais même inévitable, qu'après une période de progrès croissants, les méthodes capitalistes finiraient par atteindre le point de rendement décroissant, ce qui nécessiterait le retour à un besoin de gérance.

À l'encontre même de la théorie fondamentale qui supposait un marché composé d'un grand nombre d'unités incapables d'influencer le marché, les méthodes du progrès capitaliste se sont établies sous le signe de la concentration des entreprises. Dès les débuts de ma carrière d'économiste, je m'étais mis à la recherche des limites économiques de cette concentration. Les progrès enregistrés sous ce régime avaient été freinés d'abord par la crise des années trente, puis par la guerre. Après la guerre, on s'est employé à favoriser la mondialisation des marchés pour en permettre l'expansion. Mais au moment même où on y arrive, des signes surgissent qui remettent en cause l'opportunité de la démarche. Grand émoi à Wall Street, en 1995, par exemple : au moment où l'on célébrait « *the land of the giants – bigger! bigger! bigger!* » à l'occasion des exploits de Time-Warner et de Chase-Chemical, on apprenait que la puissante A.T. & T., après avoir dû se subdiviser par arrêt de Cour et s'être reconstituée un empire d'un autre type, décidait elle-même de se fragmenter en morceaux, au nom de l'efficacité.

La mondialisation des marchés s'est faite sur la foi de la grande théorie classique du commerce international sans, à mon sens, une étude approfondie de toutes les conséquences de ces choix. On s'en est tenu aux avantages que supputent les grands commerçants et les grands financiers et on a laissé le reste à la main invisible. Insuffisance de l'esprit de recherche appliquée, aurait dit Minville. Et l'expérience à peine commencée, on aperçoit déjà des choses à propos desquelles il a paru important de consacrer un sommet des pays industrialisés, sans en récolter d'ailleurs autre chose que des généralités difficiles à mettre en application.

On aurait pu s'aviser que ce qu'on appelle maintenant « mondialisation » des marchés n'est pas un fait nouveau et qu'on a déjà connu au 19<sup>e</sup> siècle une expérience similaire aux conséquences à la fois négatives et positives. C'est bien une mondialisation des marchés que l'Angleterre a entreprise au milieu du 19<sup>e</sup> siècle quand, à partir des analyses des économistes manchestériens, elle s'est mise au régime du libre-échange le plus total qui avait jamais été tenté. La grande période

de prospérité qui s'ensuivit pour l'Angleterre, selon nos visions habituelles, a fait d'elle la puissance économique dominante du monde pour trois quarts de siècle. Cependant, cette mondialisation a entraîné la juxtaposition dans le pays d'un capitalisme triomphant et d'une misère ouvrière accablante. C'est cette situation qui a servi de point de départ à la pensée engellienne et marxiste et suscité l'apparition des pionniers de Rochdale qui s'étaient donné comme mission de soulager la misère d'ouvriers alors « incapables de se payer les produits qu'ils fabriquaient eux-mêmes ».

Cette dernière formule que je lisais dans les auteurs du temps me plongea un jour dans une profonde réflexion. Comment un tel paradoxe peut-il survenir dans une économie dite de « masse » qui requiert elle-même que les consommateurs disposent d'un pouvoir d'achat croissant si l'on veut éviter que son développement ne soit freiné brusquement? Et sous le coup de cette question toute bête, relevant de l'évidence – on ne s'en pose pas assez du genre, de nos jours, dans la pratique de la science économique –, la lumière jaillit. Mais bien sûr, si le mécanisme ne s'est pas ainsi grippé, c'est que les débouchés, au lieu d'être sur le territoire national, se situent dans le vaste monde, dans la masse des clients riches qui forme comme une crème sur le lait universel. L'issue, c'est l'exportation. Le grand géographe André Siegfried, dans un livre qu'il faut encore lire, intitulé *La crise britannique au xx<sup>e</sup> siècle* a écrit: « Pour établir son hégémonie, la Grande-Bretagne a sacrifié son agriculture à son industrie. » Mais il n'avait pas vu qu'elle avait sacrifié aussi une grande partie de sa population et qu'elle devait affronter des problèmes sociaux sérieux alors que le reste du monde était plutôt en état de prospérité.

L'histoire économique a tout de même des choses à nous enseigner. Et à ceux qui se permettent **de prétendre qu'aucun pays n'a jamais vraiment profité du protectionnisme** (cela a été écrit récemment dans la vague des enthousiastes pour l'ALENA), il faut dire: « Regardez l'histoire des États-Unis ». Pendant que l'Angleterre abaissait ses coûts, donc ses salaires, pour affronter la concurrence mondiale, les États-Unis se mettaient à l'abri de la concurrence britannique par un fort protectionnisme et suivaient le conseil de Ford de payer de hauts salaires afin que le peuple américain puisse racheter lui-même les produits de son propre secteur industriel en pleine croissance.

Aujourd'hui le même problème se pose avec une amplitude accrue. Ce n'est plus un seul pays favorisé par les aléas de la nature et de l'histoire qui propose au monde une nouvelle tentative de mondialisation. Ce sont les sept grands pays industriels les plus riches du monde, qui vont d'abord rivaliser entre eux pour obtenir les coûts les plus bas et, comme l'Angleterre au 19<sup>e</sup> siècle, tenter de convaincre de nouvelles puissances naissantes de se libérer de leur protectionnisme et d'entrer dans la ronde afin d'affronter tous ensemble un marché mondial où les situations ne seront pas forcément si favorables que pour l'Angleterre au 19<sup>e</sup> siècle.

Déjà des conséquences se manifestent d'une façon assez sérieuse pour inquiéter. Or l'on sait que ce n'est pas la main invisible qui a tiré l'Angleterre de son

impasse et qu'il a fallu revenir au protectionnisme, entreprendre des efforts de politique consciente pour une réorganisation du secteur industriel, envisager une politique de sécurité sociale qui n'a pas eu que des effets bénéfiques, etc. En raison aujourd'hui du nombre de partenaires majeurs en jeu, de la rivalité plus forte entre eux pour la conquête des marchés par la baisse des coûts et l'accroissement de la productivité, les effets qu'on peut attendre seront beaucoup plus complexes et peut-être beaucoup plus pervers qu'au 19<sup>e</sup> siècle.

Se limitera-t-on à tenter de parer aux inconvénients par l'adoption de mesures à la petite semaine, pour résoudre, au fur et à mesure, chaque problème, laissant encore à la main invisible le soin d'intégrer ces dispositions nouvelles dans l'ensemble du tissu économique et social? On perdra ainsi beaucoup de temps à inventer, à mettre en oeuvre des solutions fragmentaires pendant que les éléments les plus vulnérables de la population paieront le prix de cette incurie.

Il me semble que, devant de telles situations, on ne peut s'empêcher de penser, avec Minville, à la nécessité d'agir à partir d'un plan d'ensemble, ce qui ne signifie pas qu'on opte pour des politiques de planification rigoureuse dont l'efficacité est loin d'être prouvée, tant s'en faut. Il importe plutôt qu'on puisse savoir où il est désirable d'aller, en tout et partout, et qu'on fixe des objectifs aux initiatives en vue d'en arriver à des solutions harmonieuses et équilibrées.

En fait, c'est en ce sens que travaille la main invisible. Les déséquilibres engendrés par l'avènement du capitalisme, qui sont d'ordre conjoncturel autant que structurel, ont automatiquement provoqué, avec le temps, des évolutions.

Le professeur Boyer estime, pour sa part, qu'il existe aujourd'hui, de par le monde, quatre formes de systèmes capitalistes qui résultent des correctifs divers que l'on a apportés au système original, dit « capitalisme sauvage ». Malheureusement, le professeur Boyer conclut à une sorte de loi de Gresham du « mauvais capitalisme » qui chasserait le bon. Ce qui n'autorise pas beaucoup d'espoir.

En somme, deux cents ans de capitalisme nous permettent d'écrire une histoire, apparemment merveilleuse, mais qui ne constitue jamais un bilan complet de l'ensemble de l'opération et de ses conséquences pour les populations les plus vulnérables. On s'est trop complu dans l'histoire du décollage des économies jusque-là peu développées, dont est issu le capitalisme, et les progrès considérables qu'il a suscités, en balayant du revers de la main les difficultés qu'il a engendrées par ailleurs.

Peut-être arrivons-nous à un moment où il faut repenser à Karl Marx et à ses prévisions que l'histoire a paru complètement déjouer jusqu'ici. On se rappellera que Karl Marx n'était pas vraiment anticapitaliste au sens où le parti communiste a exploité sa pensée. Et il était effectivement de pensée plus libérale qu'interventionniste. Pour lui, le capitalisme était une phase de l'histoire qu'il ne s'agissait pas de contrarier. Son rôle historique était de créer une situation où l'organisme de production serait en mesure de produire de tout pour tous. En cours de route s'établirait une concentration progressive de la richesse entre les mains de



quelques-uns pendant que la masse du peuple serait de plus en plus pauvre. Alors surviendrait le Grand Soir où le peuple pourrait se débarrasser facilement des riches et s'emparer du régime de production pour donner la prospérité à tous.

Ainsi formulée, cette thèse ne pouvait pas se réaliser puisqu'il faut des marchés, donc l'accroissement de la consommation présumément de tous pour permettre l'expansion de l'économie, notamment dans un système d'entreprises. Les événements historiques de première prospérité lui ont donc donné tort. Au fur et à mesure du développement du capitalisme, et des progrès techniques en particulier, la qualité du travail imposé dans les entreprises a élevé les rémunérations, développé des classes de cadres moyens et de cadres supérieurs et le nombre des riches et des bien nantis n'a cessé de s'accroître. La conviction des sociologues et des économistes autant que des capitalistes partisans du régime de la « main invisible » était qu'à travers les chaos conjoncturels les éléments fragiles de la population – et qui auraient été encore plus fragiles sans l'avènement du capitalisme – seront englobés dans le mouvement général vers une prospérité sans cesse grandissante. C'est pourquoi toute cette école de pensée a estimé – et continue de croire – que les interventionnistes sont des impatientes qui risquent de retarder ou même de compromettre le processus qu'assurerait le jeu de la « main invisible », de la libre concurrence et de la répartition des ressources par le marché.

Mais voilà que brusquement le processus ne fonctionne plus comme prévu. Il semble avoir atteint sa cote du rendement décroissant. Alors qu'il reste encore quantité de bien nantis à satisfaire dans le monde de l'exportation, nous constatons tout à coup que, malgré l'augmentation constante de la productivité et de la production, le nombre de démunis continue de croître et ceux-ci ne paraissent plus être une réserve de pauvreté en voie de résorption, mais des exclus permanents du jeu. Que se passe-t-il donc ?

En un sens, il est à remarquer qu'il se passe exactement la même chose actuellement que dans l'Angleterre du 19<sup>e</sup> siècle. La course à la productivité et à la concentration pour un accès plus facile à un marché d'exportation plus vaste qui intègre l'Asie et l'Afrique, jointe à la non-considération du marché intérieur, tend précisément à créer un phénomène de sacrifice du marché intérieur à des degrés divers pour une plus grande efficacité sur les marchés extérieurs. Un autre facteur joue également : il semble qu'une autre des caractéristiques du progrès moderne, le développement de la technologie, atteigne lui aussi son point de rendement décroissant en ce qui a trait à la création d'emplois.

C'est un vieux problème qui réapparaît, mais cette fois dans une perspective d'absolu qui annoncerait un passage important de la civilisation humaine à un stade nouveau. Dès les débuts de la révolution industrielle, on se le rappellera – et ce fut la cause de la pression des industriels pour l'abolition des corporations, obstacles au progrès –, les ouvriers s'opposèrent à la machine, à la technologie parce qu'elle supprimait leurs emplois. La réponse à l'objection fut efficace et le problème semblait réglé, disparu. Au 19<sup>e</sup> siècle, il fut relativement facile de prouver que la machine, par son pouvoir créateur de produits nouveaux, de fonctions

nouvelles, augmentait sans cesse le nombre total des emplois, ainsi que la quantité de biens consommables disponibles par l'accroissement général de la productivité, favorisant ainsi une prospérité de plus en plus généralisée à un niveau de plus en plus élevé. On a pu démontrer que cette évolution posait un problème de réadaptation des formes de travail, par suite de la suppression graduelle des travaux manuels les plus pénibles et de leur remplacement par des postes de plus en plus spécialisés.

Viendrait-il un temps où la technologie permettrait de remplacer quasi complètement le travail humain? On évoquait la chose. Des romanciers futuristes en imaginaient l'éventualité, mais on ne s'y arrêta pas plus que cela. Puis tout à coup, les capacités de l'informatique et l'avènement de la robotique nous ont plongés sans préparation dans la pleine réalité du problème. Mais comme les processus sont, en somme, restés les mêmes, on se contente d'observer cette évolution sans percevoir l'urgente nécessité d'agir, s'il est vrai que l'évolution technologique vient d'entrer dans sa phase de rendement décroissant en termes d'emplois et doit donc permettre de réduire sans cesse la somme totale des emplois nécessaires pour continuer de réaliser une productivité sans cesse croissante.

Pour le moment, c'est toujours une question de plus ou de moins. Les nouvelles technologies, comme celles du passé, continuent de créer d'abord des emplois avant d'en supprimer. Un article de *NewsWeek* signalait récemment que *Silicone Valley* crée des emplois par cent mille; il en est sans doute ainsi dans la recherche et le développement, dans les expériences et aventures scientifiques comme la NASA et des emplois du plus haut calibre. Mais partout aussi, pour accroître leur productivité, la multitude des industries et des administrations suppriment des postes par dizaine, par vingtaine de milliers. Comme auparavant, c'est une question de plus ou de moins, mais la hausse progressive des taux de chômage et du nombre d'assistés sociaux dans les pays avancés n'indique-t-elle pas le point tournant sur les deux plans des quantités nécessaires et des exigences de formation pour des emplois plus exigeants?

À côté de cela, et parce qu'on a mis en place des mécanismes compensatoires, en pensant implicitement ou explicitement qu'il ne s'agissait que d'attendre le retour du plein emploi, les finances publiques sont dans l'impasse. On ne sait plus trop comment attaquer le problème, parce que les impôts ne peuvent plus être augmentés, ce qui dans un contexte démocratique rend l'État de plus en plus difficile à gérer.

Comme disait Minville, le temps n'est-il pas venu de mettre la recherche au service de l'avenir de notre régime économique, et non plus seulement à la poursuite du progrès technologique en ne se préoccupant pas de savoir où cela mènera le monde? Allons-nous entrer dans une ère où, d'une part, le travail aura été à ce point remplacé par la technologie qu'une partie importante de la population pourra être appelée à devoir envisager de vivre autrement que par son travail? Et d'autre part, le travail exigera-t-il un tel niveau de qualification dans son ensemble qu'il deviendra hors de portée d'une partie croissante de la population?

Si nous devons continuer à vivre dans ce nouveau contexte économique, dans un régime de liberté, quelle forme devons-nous donner au principe de la répartition pour maintenir un niveau de consommation conforme à la qualité de vie désirable pour l'ensemble de la population? Car il ne faut pas perdre de vue qu'une bonne partie des difficultés que nous éprouvons actuellement à ce sujet provient de la faiblesse du pouvoir d'achat de toute cette fraction de la population active qui vit de prestations sociales elles-mêmes réduites au minimum.

Cette situation n'entraînera-t-elle pas la nécessité d'avoir à recourir dorénavant à un mode de gestion générale de l'économie? La première priorité de ce mode de gestion devrait viser la subordination de l'organisation et des développements de l'économie à la nécessité absolue du plein emploi. À défaut de cela, il faudra accepter la perspective d'une économie, *non pas à deux vitesses* comme l'économie du dernier quart de siècle, mais à deux régimes : l'un pour assurer la production nécessaire, l'autre pour permettre à **tous** de participer pleinement à la capacité de production du système. Des solutions sont possibles. Pas des solutions simplistes, mais imaginatives et à la mesure des événements. Mais proposer des solutions efficaces et satisfaisantes à tous égards, c'est autrement plus difficile. Au fond, nous appliquons actuellement une de ces solutions : la rémunération du travail, les intérêts et les profits engendrés par le système de production sous la double pression constante des progrès croissants de la productivité et de la réduction des coûts, avec systèmes variés de sécurité sociale pour ajuster la répartition à un minimum de qualité de vie pour tous. Or ce système semble se révéler de moins en moins satisfaisant parce que notre société est en passe de créer une nouvelle catégorie sociale, celle des exclus, qui seraient condamnés au minimum à perpétuité.

Quel nouveau système de répartition faudra-t-il substituer à celui que nous connaissons pour que, dans une économie dont les capacités techniques apparaissent de plus en plus illimitées, s'établisse un état de vie où la population entière puisse profiter du progrès? Comment rendre financièrement possible ce qui est techniquement réalisable auraient dit les adeptes du Crédit social, dont les objectifs valaient mieux que les solutions? Il y a là des problèmes d'une telle importance et d'une telle acuité qu'ils devraient constituer à l'heure actuelle l'un des champs majeurs de réflexion et de recherche.

Nous avons vu que, si une révolution économique s'avère actuellement nécessaire, c'est parce que le processus technologique d'accroissement de la productivité semble atteindre son point de rendement décroissant par rapport à la création d'emplois et qu'il nous conduit à une situation où il y aurait de moins en moins de travail. Pour remédier à cet état de fait, on songe au développement de ce qu'on appelle l'économie sociale. C'est évidemment un champ à explorer en profondeur afin d'en mesurer autant que possible, dès le départ, les possibilités et les limites et d'éviter de s'engager, comme on l'a fait pour le capitalisme libéral, dans une voie perçue comme la solution idéale alors qu'elle ne serait qu'un *adjuvant* parmi d'autres, destiné lui aussi à atteindre son point de rendement décroissant avant d'avoir résolu la totalité du problème.

C'est le cas actuellement d'un nouveau domaine d'activité économique qui nous semble constituer une source inédite d'emplois et contribuer, à ce titre, à la solution de notre problème de chômage, selon les mécanismes traditionnels. Ce domaine nouveau, c'est celui de la recherche scientifique pure, telles les recherches menées pour la conquête de l'espace, soit cet ensemble d'activités ordonnées uniquement à la connaissance, et sans portée immédiate sur les conditions matérielles de vie de la population. Au point de départ de cette réflexion, il serait peut-être opportun de rappeler ici l'idée que se faisait Adam Smith de ce qui devrait être considéré comme « productif », c'est-à-dire de ce qui est réellement ordonné à la satisfaction des besoins de l'ensemble des consommateurs. Adam Smith proposait une définition plutôt restrictive de la catégorie en cause. Il allait même jusqu'à concevoir comme « improductive » l'activité des domestiques parce qu'elle ne servait qu'aux riches, qu'aux très riches même, à l'époque. De la même façon, on peut dire que ce type d'activité scientifique n'apporte de bénéfices réels qu'à un petit nombre d'esprits, même s'il arrive que l'ensemble de la population puisse en tirer certaines satisfactions, mais qui relèvent surtout de l'émerveillement. Ce qui, bien sûr, ne met pas de beurre sur le pain. D'ailleurs, même si elle contribue au bien-être de la population tout comme l'activité industrielle, commerciale ou administrative, l'activité scientifique n'a, elle aussi, qu'un effet temporaire sur l'emploi puisqu'elle entre, comme les autres activités, dans le cycle des progrès de la technologie et se trouve donc, de ce fait, soumise aux rendements non proportionnels par rapport à la création d'emplois.

Tout cela avait, cependant, déjà été pris en compte dans les développements précédents. Si je reviens sur ce problème, c'est pour essayer de mettre en lumière un autre effet de l'activité scientifique : une contribution possible à l'accroissement d'une certaine forme de pauvreté, à travers les mécanismes de répartition des ressources par le marché. Comme on le sait, le jeu de l'offre et de la demande oriente l'activité du producteur vers la production des biens les plus en demande. C'est là la source de l'efficacité du régime de l'entreprise privée et de la liberté des marchés. C'est pourquoi on a attaché tant d'importance à ce mécanisme. Même si le progrès du machinisme vient à l'encontre de l'intérêt immédiat du consommateur-roi, le problème se résout, à la longue, parce que la technologie permet de produire plus et à meilleur coût, ce qui, à long terme, finit par engendrer une demande accrue. Cependant, cette demande doit être solvable. Ce qui nous oblige à prendre en considération le fait, peut-être oublié par la théorie, que la demande est elle-même déterminée par l'état de la répartition.

Au cours de l'histoire du capitalisme, on a tenté d'apporter des correctifs à ce défaut des mécanismes du marché. Ford y a pourvu par la pratique des hauts salaires, alors que Keynes a proposé de procéder par l'intervention de l'État à travers les mécanismes macroéconomiques. En somme, la théorie suppose qu'il n'y a sur le marché que deux catégories d'acteurs : des producteurs et des consommateurs. Ou pour dire les choses autrement, il y aurait, d'un côté, des facteurs de production technologiquement ordonnés à l'augmentation de la quantité des biens consommables et de l'autre, une distribution immédiate de tout le pouvoir

d'achat nécessaire à l'obtention de ces biens. Or, justement, la recherche scientifique pure vient s'interposer dans cet équilibre par le fait qu'elle détourne du marché des quantités significatives de ressources.

Certains diront que tout cela n'est pas bien grave parce que l'activité scientifique ne réussira ce détournement que si elle engendre des profits, ce qui n'est possible que si elle fait l'objet d'une demande solvable. Mais justement, lors de ce détournement de ressources, on n'a pas eu à invoquer cette logique du marché, comme on a tendance à le faire quand on entreprend de contester certaines mesures sociales, par exemple. La guerre a joué un rôle important dans cette déformation du processus normal d'allocation des ressources. D'abord de façon limitée dans le temps, pour les fins d'un conflit donné, puis de façon plus ou moins permanente, pour les besoins d'une action préventive de long terme. Et ceci, il faut le dire, en plein accord avec la masse des consommateurs. L'Allemagne hitlérienne le proclamait crûment: « Pour le bien de la Grande Allemagne, il faut choisir entre le beurre et les canons. » En pratique, ceci veut cependant dire des impôts ou de l'inflation qui viennent réduire le pouvoir d'achat des consommateurs et, par le fait même, forcer une nouvelle répartition des ressources qui correspondra à un niveau de consommation plus faible.

On peut prétendre que cette recherche de sécurité publique n'a pas faussé le mécanisme classique du marché mais n'a que facilité, sur l'ensemble des ressources disponibles, les prélèvements estimés essentiels au bien public, le reste pouvant alors être réparti selon la loi de l'offre et de la demande. Le résultat de ces pratiques, pour nos économies, me paraît cependant très différent de ce que veut y voir l'opinion courante. En effet, à la faveur de la guerre, se sont développées des structures lourdes qui, en quelque sorte, ont pris leur autonomie et se sont mises en place sur le marché aux fins du progrès scientifique. Elles ont adopté la même logique de croissance que les activités commerciales et industrielles, mais en comptant pour se développer sur les fonds publics ou sur des accumulations particulières plutôt que sur la loi de l'offre et de la demande, c'est-à-dire le marché libre. Les résultats proprement scientifiques ont été spectaculaires. Mais l'enthousiasme suscité par ces réalisations a empêché la population de se rendre compte que ce processus tendait à créer une sorte d'économie de guerre permanente, aux dépens d'une frange grandissante de consommateurs dont le poids sur le marché pèse d'autant moins lourd que leurs rémunérations sont réduites par les efforts déployés en même temps pour réduire les coûts et accroître la productivité. Car dans la mesure où c'est grâce aux fonds publics que s'effectue le financement des activités scientifiques, l'impôt et l'inflation provoquée par le déficit des finances publiques viennent enlever à ces consommateurs leurs moyens de revendiquer leur part normale sur le marché des biens consommables.

Dans le cas de la guerre, le bien public commande qu'il en soit ainsi. Peut-on en dire autant de l'activité scientifique non guerrière? On répondra peut-être que les deux situations sont similaires, compte tenu des effets bénéfiques qu'entraîne, pour la population, toute activité scientifique, même désintéressée. En adoptant

une telle attitude, on ne tient pas suffisamment compte, cependant, du coût réel, pour le consommateur, des avantages en question. Des coûts qui résultent surtout du temps qui s'écoule nécessairement entre le moment où est prélevée, sur le marché, la masse des milliards dépensés pour la recherche scientifique et celui où commencent à se manifester les retombées secondaires dont finit par profiter la population. Ces retombées ne peuvent plus alors être redistribuées comme l'auraient été les ressources si les prélèvements n'avaient pas eu lieu. Le prix de l'augmentation générale des biens disponibles engendrée par l'activité scientifique se manifeste alors sous forme d'une redistribution des revenus, elle-même défavorable aux classes les moins favorisées, donc, d'une augmentation de la pauvreté, du moins dans certaines tranches de la population. Autrement dit, il y aurait donc à établir un nouveau mécanisme de répartition que le système d'allocation des ressources par le marché brut ne peut assumer en aucune façon.